

«Les Bidenomics vont permettre le rebond de l'économie»

Le Belgo-Américain Gregory Daco, «chief US economist» du bureau d'analyse Oxford Economics à New York, prévoit 5,5 à 6% de croissance américaine en 2021.

MARC LAMBRECHTS

La politique économique et fiscale de Joe Biden (les «Bidenomics») et la politique monétaire accommodante de la banque centrale américaine devraient permettre un rebond important de la croissance US en 2021. Gregory Daco, le chef économiste US du bureau d'analyse Oxford Economics à New York, se veut optimiste. Cet économiste, né à Bruxelles en 1984, a fait ses études à l'UCLouvain et à la Boston University. Il est aujourd'hui souvent cité dans les médias américains (Wall Street Journal, CNBC...).

«Il faut bien entendu résoudre la crise sanitaire avant d'avoir une solution pour l'économie», a-t-il confié lors d'une visioconférence organisée par l'Ecofin Club. «Mais avec les vaccins, et si les problèmes de logistique et de distribution sont résolus, cela permettra d'avoir les deux tiers de la population américaine qui sera vaccinée d'ici juin». Un élément pour le moins positif face à une situation sanitaire qui reste toujours critique aux USA.

Revenus préservés aux USA, emplois maintenus en Europe

L'économiste rappelle que la reprise économique s'était amorcée très rapidement, dès la fin du mois de mars. Mais ensuite, la croissance a ralenti parallèlement à la détérioration de la situation sanitaire. Les États-Unis ont perdu 140.000 emplois en décembre dernier, ce qui était la première perte d'emplois depuis le mouvement de reprise. À cet égard, on peut rappeler que les États-Unis avaient perdu plus de 20 millions d'emplois en avril dernier! «C'est l'équivalent du nombre d'emplois qui avaient été créés depuis 2009. Il faudra probablement deux ans, si pas davantage, pour que l'on retrouve le niveau d'emploi de février 2020» avance Gregory Daco.

Au passage, il pointe une différence entre les USA et l'Europe. Alors que l'Europe a préféré préserver les emplois, les États-Unis ont favorisé la préservation des revenus disponibles. La durée et les montants des allocations de chômage ont été augmentés et des chèques ont été envoyés aux familles. Cela a permis aux Américains qui ont des revenus plus faibles de maintenir leurs dépenses. Les ménages qui disposent de plus hauts revenus ont eux accumulés une épargne significative, soit au total 1.500 milliards de dollars. Lorsque la peur face au virus va enfin reculer, cette épargne pourra alors être consommée (restauration, voyages...), ce qui soutiendra la croissance.

Autre élément positif, le marché immobilier reste soutenu, grâce notamment à la faiblesse des taux d'intérêt. Côté taux, l'économiste pense que la Federal Reserve (Fed) va poursuivre sa politique monétaire accommodante. Alors, oui, dit-il, l'inflation va augmenter. Elle pourrait même dépasser les 3%, «du jamais vu au cours des dernières années.» Mais cela ne sera que temporaire, car notamment lié à la comparaison par rapport à mars-avril 2020, lorsque les prix avaient fortement baissé. Les taux d'intérêt vont donc rester proches de 0% pendant les prochaines années. «Nous n'attendons un relèvement des taux d'intérêt de la Fed que vers la fin 2023, voire au début 2024».

«Il faut bien entendu résoudre la crise sanitaire avant d'avoir une solution pour l'économie.»

GREGORY DACO
CHEF ÉCONOMISTE US
D'OXFORD ECONOMICS

Cette souplesse de la politique monétaire s'accompagne sur les marchés boursiers d'un optimisme important des investisseurs et de valorisations élevées des actions. Y a-t-il un danger? «Il y a effectivement un risque accru de correction», reconnaît-il. Mais dans le même temps, les attentes d'une politique monétaire toujours très accommodante devraient permettre de limiter les dégâts, laisse-t-il entendre.

Le plan Biden

Selon l'économiste, la grande différence avec la crise de 2008-2009 sous Barack Obama, c'est que Joe Biden a, lui, les coudees plus franches au Congrès pour une relance fiscale de grande ampleur.

Son «American Rescue Plan» atteint 1.900 milliards de dollars, montant qui s'ajoute aux mesures déjà mises en place l'an dernier. «Il faut se rendre compte que les chèques envoyés à des familles qui se situent en dessous d'un certain seuil de revenus sont de l'ordre de 2.000 dollars par personne. Une famille de quatre personnes pourrait ainsi toucher au total environ 8.000 dollars de transfert fiscal». De quoi soutenir la consommation. Et d'envisager une croissance du PIB de 5,5% voire 6% en 2021, prévoit Daco.

Merci les «Bidenomics»...